

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1278

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DOMINAINE PUBLIC

La Romandie: «zone malade» de la Suisse

OÙ FAUT-IL désormais manifester? A Berne ou à Zurich? A Berne, ville fédérale, quand l'enjeu dépend du pouvoir central: services publics, paysannerie, législation sur le travail. A Zurich, capitale économique, pour défendre Cointrin ou, comme l'envisage l'Union syndicale de Fribourg, la production de la bière Cardinal. La Bahnhofstrasse, symbole du pouvoir réel et médiatique.

Tout semble dans l'actualité renforcer cette hégémonie du Triangle d'or. La Neuchâteloise est absorbée par la Winterthur; les raisons sociales, aux bannières cantonales et communales, amplifient la portée de la victoire et de la défaite. La récession fait mesurer le poids des grandes banques commerciales. Elles détiennent le crédit; mais elles ne manquent pas de leur côté de faire savoir que les gigantesques provisions qu'elles accumulent pour couvrir pertes et mauvais risques sont destinées plus que proportionnellement à la Suisse romande. Le diagnostic d'une Suisse romande malade semble si évident que certains ont proposé de créer un bonus à l'investissement qui lui soit réservé.

Jean-Marc Natal, dans le dernier cahier de Créa (automne 1996) s'est efforcé de vérifier si cette image d'un déclin de l'économie romande correspondait aux données des indicateurs. L'étude est stimulante, comme toute confrontation à une réalité non fardée d'excuses.

Question préliminaire. Si la Suisse romande est une entité culturelle et linguistique, constitue-t-elle un ensemble économique? A l'évidence non. La répartition de la population active romande entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire est à elle seule une réponse. Le Jura et Valais connaissent un secteur primaire nettement supérieur à la moyenne suisse, mais Vaud à peine, quoique canton agricole. Le Jura, Neuchâtel et Fribourg sont plus industriels que la moyenne suisse; Genève et Vaud, plus tertiaires. Pas de spécialisation romande, mais des pôles; par exemple l'arc lémanique, l'arc jurassien.

Ce qui distingue en revanche les Romands, ce sont trois données concordantes; un chômage plus élevé, des finances publiques cantonales franchement mauvaises et des faillites plus nombreuses. Chaque facteur exige une mise en perspective.

Le chômage, par exemple, résulte de l'interaction entre la demande de travail par les employeurs et l'offre de travail par les salariés. La demande d'embauche est reflétée par l'indice de l'emploi. L'offre, quant à elle, est plus ou moins élastique, certains travailleurs sortant du marché de l'emploi (étrangers comme ce fut le cas en 74 ou femmes apportant un deuxième gain). L'élasticité de l'offre est moindre en Suisse romande, ce qui explique, mais partiellement, pour 50%, le taux de chômage élevé. Les faillites sont variables d'un canton à l'autre: Vaud et Genève se distinguant par des chiffres élevés mais la création d'entreprises est bonne, Genève excepté. Quant aux finances publiques, leur dégradation

est pour une bonne part structurelle, ayant commencé avant 1990.

Mais la confrontation la plus intéressante est l'évolution de la part de chaque canton au revenu national. La croissance de Vaud est régulière même en

94; le recul de Genève en revanche très marqué dès 86. L'expansion fribourgeoise marque un temps d'arrêt.

La Suisse romande, même s'il faut se garder de généralisation, a bénéficié de la (trop) forte croissance en partie artificielle des années 80. Le correctif a été en conséquence plus marqué, notamment à Genève qui apparaît comme le plus touché des cantons romands. Mais rien n'indique une différence de nature avec l'ensemble du pays. Les Romands ne sont pas les maltraités de l'économie suisse.

C'est roboratif. Certes les cantons romands ne sont pas sans problèmes, difficiles à résoudre, notamment celui des finances publiques. Mais ils ne sont pas non plus sans ressources, ni sans atouts. Les solutions dépendent donc d'abord de leur savoir faire politique et économique. AG

Les cantons romands ne sont pas sans problèmes, mais ils ne sont pas sans ressources